

Quadriennial Defense Review : les choix américains et l'Europe.

Avec 344 milliards de dollars de dépenses de défense prévues pour l'année 2002, le budget américain accélère sa progression entamée depuis 2000. Ce montant le situe largement au dessus de celui des années Clinton (310 milliards de dollars constants 2000 en moyenne de 1993 à 2000) mais encore nettement au dessous de celui des années Reagan et Bush père (respectivement 394 et 390 milliards de dollars constants 2000 en moyenne de 1981 à 1988 et de 1989 à 1992). Il est comparable au record des années de la guerre du Vietnam (autour de 350 milliards de dollars 2000 en 1967 et 1968), mais inférieur de presque cent milliards de dollars au pic de l'année 1986. Les dépenses militaires américaines paraissent bien être entrées dans un nouveau cycle, le quatrième depuis les années soixante : on observe en effet un premier cycle court 1960-1965 (sommet en 1962), suivi d'un cycle 1965-1976 correspondant à la guerre du Vietnam (sommet en 1968), suivi d'un cycle encore plus long 1976-1998 (sommet en 1987) et l'année 1998 paraît bien marquer la fin de ce troisième cycle et le début d'un quatrième. Ce cycle a pris son essor bien avant les attentats du 11 septembre et le budget 2002 lui-même avait été préparé avant ces événements. De ce point de vue, la conséquence principale des attentats aura été de faire passer à la trappe les critiques que les représentants démocrates avaient présenté antérieurement.

Si les principales décisions en termes de crédits annoncés par l'administration américaine concernent plutôt l'ensemble de l'activité économique que le secteur militaire proprement dit, il n'en reste pas moins que ces événements auront sans doute comme conséquence à moyen terme une augmentation des budgets.

Il est notable que dans ces moyens accrus dès avant le 11 septembre, l'accent soit mis sur les performances des matériels et les avancées technologiques considérées comme devant être accélérées. Ainsi, La Quadriennial Defense Review qui vient d'être publiée le 30 septembre 2001 sous la signature de Donald Rumsfeld insiste-t-elle sur l'importance des programmes de "science et technologie" "(S&T) et propose-t-elle une "augmentation significative du financement de ces programmes" (page 49). Plus globalement la QDR considère qu'un "vigoureux effort de Recherche-Développement

est absolument nécessaire" qui devra permettre de mettre au point de "nouveaux systèmes d'informations", qui seront combinés avec des progrès dans les autres domaines clés que sont les "vecteurs furtifs, les engins sans pilotes et les munitions intelligentes". Par ailleurs le document préconise une remise à niveau de matériels en service comme les chars Abrams, les bombardiers B-1, les bâtiments de protection et les bâtiments amphibies d'assaut. (page 47) et souligne que l'âge moyen des avions de supériorité aérienne de l'US Air Force est maintenant de vingt ans, ce qui est un niveau "jamais atteint précédemment". (ibidem). L'insistance sur les performances et les qualités des matériels est donc centrale. Elle va de pair avec une nouvelle manière d'appréhender les menaces de la part des autorités américaines puisque cette QDR 2001 prétend passer d'une vision du monde où il s'agissait d'identifier l'adversaire (ou les adversaires) et les zones sensibles ("qui et où?") à une approche où il s'agit d'envisager "comment" un adversaire pourrait agir (d'un "threat-based model" à un "capabilities-based model") (page IV).

Cette orientation devrait donc renforcer la tendance à la "course à la qualité" qui s'observait déjà entre systèmes de production d'armement américain et européen. Quant à la place de l'Europe et de la coopération transatlantique dans les perspectives américaines selon ce document, les choses sont claires : l'Europe n'existe pas. Plus précisément, elle n'est pas mentionnée une seule fois au long des 71 pages comme un acteur défini. Le mot Europe n'est employé que comme définition géographique d'une zone de positionnement d'unités américaines ou dans l'expression "alliés européens", c'est-à-dire sous l'angle de l'OTAN mais jamais sous l'angle de l'Union européenne. "Transatlantique" est bien sûr une notion qui n'a non plus aucune place dans la QDR. Quant à la coopération, elle désigne suivant les cas des relations en cours avec la Russie (deux fois mentionnée, elle, seule parmi les grandes puissances à être dans ce cas), ou plus généralement la notion vague de "coopération de sécurité avec les alliés", mais jamais les relations industrielles avec les pays de l'Union européenne, ni sur des programmes d'armement. Ceux qui fondent des espoirs exagérés dans l'ouverture des marchés américains d'armement devraient lire avec attention ce document qui montre clairement que si la politique de la nouvelle administration américaine ne sera pas

l'isolationnisme que certains avait annoncé, elle aura pour autant peu à voir avec une "coopération fraternelle" .

Jean-Paul Hébert